



Liminaire CTAC du 14/02

Selon notre Fédération, **le Ministre de l'action et des comptes publics Gérald Darmanin a annoncé que le plan ministériel de qualification, après avoir été divisé année après année s'élèverait à... zéro !**

Et ce alors même qu'une enquête interne au ministère menée du 18 septembre au 13 octobre dernier conclut que les agents sont en attente de reconnaissance, notamment financière,

Et ce alors même que le même Ministre, en présentant son nouveau contrat social pour les agents publics, précisait que ceux-ci « aspirent, à juste titre, à être reconnus dans l'excellence et accompagnés dans la difficulté » .

Ce que l'on sait des principales pistes gouvernementales mises en avant confirme malheureusement les craintes que l'on pouvait avoir.

En plaidant pour une accentuation du « salaire au mérite », en fonction d'objectifs collectifs et individuels à atteindre, le chef du gouvernement indique clairement que les performances quantifiables et la rentabilité – bref des éléments inspirés des lois libérales du marché et antinomiques des missions publiques et de l'intérêt général – doivent occuper une place prépondérante dans le système de rémunération des agents de la Fonction publique.

En appelant à un élargissement significatif du recours à l'emploi non titulaire, alors même que 20% des salariés de la Fonction publique, soit environ 1 million de personnes, sont déjà des contractuels, Edouard Philippe veut démanteler le statut général des fonctionnaires et accroître de façon indigne la précarité.

Après le nouveau gel de la valeur du point, la mise en place du jour de carence, les perspectives annoncées de 120 000 suppressions d'emplois supplémentaires, la privatisation ou l'abandon pure et simple des missions publiques, cette nouvelle attaque frontale est insupportable et inacceptable.

Y-a-t-il trop de fonctionnaires, alors que les salariés des EPHAD ont lancé un mouvement de grève inédit et massif, réunissant à la fois personnels, directions et usagers pour exiger de la dignité non seulement pour leur travail, mais principalement pour les personnes âgées qu'ils accueillent. En France, on ne compte qu'un agent pour dix patients, contre un pour un dans les pays scandinaves.

Y-a-t-il encore trop de fonctionnaires, lorsque les personnels de la pénitencière sont en grève pendant plus de 12 jours pour exiger de meilleures conditions de travail et la reconnaissance des classifications. Revendications permettant d'accroître les chances de réinsertion pour les détenus et une meilleure assurance de sécurité pour tous.

Y-a-t-il toujours trop de fonctionnaires, dès lors que le nombre d'enseignants est en chute libre dans le budget 2018, que la fermeture de classes et l'absence de cours pour les élèves se multiplient sur l'ensemble du territoire. Quel avenir pour notre jeunesse si ce n'est aller à l'encontre de leur émancipation individuelle, de la réussite collective et économique du pays ?

Nous pourrions multiplier la liste à l'infini.

Alors que les légitimes mobilisations des agents de la Fonction ne reçoivent aucune réponse satisfaisante, le gouvernement multiplie au contraire des attaques d'un niveau inédit.

Par ailleurs, la méthode choisie en dit long sur la véritable conception du dialogue social du Président de la République, du Premier ministre et des membres du gouvernement : circulez, il n'y a rien à voir !

En précisant « la fluidité » et la « déconcentration » du dialogue social à l'instar de ce que les ordonnances imposent pour le secteur privé, le Premier ministre démontre bien que, à rebours de ses déclarations lénifiantes, les droits et les moyens des représentants des personnels sont avant tout pour lui des obstacles qu'il convient de fragiliser pour mieux les contourner.

Pour la CGT, plus que jamais, cela confirme la légitimité des luttes des personnels, la nécessité de leur convergence et de leur renforcement. Nous pouvons mesurer ainsi la motivation différentielle du ministre et du gouvernement sur ce dossier : priorité absolue à la baisse des dépenses au moyen de suppressions d'emplois (y compris en poussant dehors), afin d'accompagner l'enrichissement d'une poignée au détriment de la qualité de vie de l'ensemble des habitants du pays.

Fin 2017, le gouvernement a lancé sa campagne « Action publique 2022 : pour une transformation du service public ». Un comité (CAP 2022) est chargé de faire des propositions. Il sera composé de hauts fonctionnaires, de politiques ou d'économistes. Autant dire une bande de technocrates totalement coupés de la réalité du service public. Ils auront pour objectifs de rechercher les missions qui pourront être totalement abandonnées, celles qui pourront être confiées au secteur privé dans le but ultime de supprimer 120 000 emplois.

Les Finances sont dans le viseur ! Lorsque les fossoyeurs de notre modèle social affichent comme ambition de « développer la relation de confiance entre les usagers et les administrations » ou quand le ministre du budget et de l'action publique déclare vouloir « transformer Bercy d'administration de contrôle en administration de service » tout est dit. L'idée est de laisser le marché « s'auto-réguler », de réduire les normes, d'abandonner ou d'alléger les contrôles et les sanctions. La stratégie est

simple : mettre hors d'état de nuire les salariés des finances afin de permettre aux plus nantis d'encore mieux vampiriser l'économie et la société française.

La CGT n'oppose pas privé et public comme le gouvernement s'y complait, honteusement. Vieille pratique politique que de dresser les salariés, les citoyens les uns contre les autres. Les fonctionnaires sont des salariés exerçant des métiers, dotés de qualification, de savoir-faire et de compétences. S'ils ont un statut c'est parce qu'ils œuvrent aux services de l'intérêt général et non d'un actionnaire.

Les services publics sont notre bien commun à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de solidarité, d'équité, d'égalité d'accès et de traitement pour tous, ils favorisent le lien social.

Enquête après sondage, la population plébiscite les services publics et ses missions. Ils sont 75% à vouloir plus de proximité et de fonctionnaires notamment dans les zones rurales défavorisées.

Pour gagner cette exigence, la faire partager, la CGT a lancé une campagne « services publics partout pour tous » qui doit mettre en avant de façon incontestable le nombre de fonctionnaires dont le pays a besoin et servir d'appui à des projets de développement de services publics au-delà des luttes actuelles et nécessaires pour maintenir établissements hospitaliers, services et administrations.

La CGT et d'autres organisations syndicales, constatant que leurs positions ne sont pas entendues et que leurs propositions ne sont pas prises en compte, appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à :

UNE JOURNÉE D'ACTION, DE GREVE ET DE MANIFESTATIONS

LE 22 MARS 2018